

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 26 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

Références : UDRD.2023.12.R.38
Code AIOT : 0005801234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2023 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. L'inspection a été annoncée le 27/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 24 octobre 2023 puis les informations apportées par l'exploitant le 16 novembre 2023 n'ont pas permis d'apporter la preuve du bon fonctionnement et de l'efficacité du système d'extinction automatique en cas de départ de feu. Dans ce cadre, un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé le 20 novembre 2023. Cet arrêté prévoit notamment l'interdiction d'apport de nouvelles marchandises dans le bâtiment P0.

L'objet de la visite d'inspection du 1^{er} décembre est d'assister à un test d'envahissement d'une cellule par mousse haut foisonnement afin d'envisager une reprise de l'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf
- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site logistique disposant d'entrepôts couverts.

Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, classés non SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déclenchement de l'installation d'extinction automatique à haut foisonnement et étude de ses performances

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Extinction automatique par haut foisonnement	Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'envahissement grandeur nature d'une cellule du bâtiment P0 par l'installation d'extinction automatique à haut foisonnement n'a pas fonctionné le 1er décembre 2023. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence reste donc pleinement applicable.

L'inspection des installations classées a toutefois constaté l'efficience de l'asservissement à la détection incendie du site du démarrage de l'installation, de la fermeture des portes coupe-feu et du déclenchement de l'alarme sonore.

L'exploitant veillera à justifier auprès de l'inspection du temps anormalement long nécessaire aux cellules de détection incendie pour s'activer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extinction automatique par haut foisonnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Essai d'envahissement
Prescription contrôlée : Chaque cellule du bâtiment P0 est équipée d'une extinction automatique par haut foisonnement permettant de noyer la base d'une cellule en moins de 15 minutes par 240 m ³ de mousse. Cette extinction automatique est une Mesure de Maîtrise des Risques et est donc conforme aux dispositions du chapitre 4.1 du titre 4 du présent arrêté. Le volume nécessaire d'émulseurs adaptés aux produits stockés est disponible dans un local incendie accessible par l'extérieur du bâtiment dans un conteneur unitaire de 2 m ³ . Une réserve d'eau de 40 m ³ placée à l'extérieur du bâtiment et du local incendie permet la mise en œuvre des générateurs d'extinction. En plus des vérifications périodiques de l'installation dont les fréquences sont définies dans des référentiels techniques choisis par l'exploitant, ce dernier s'assure du bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement en testant notamment : <ul style="list-style-type: none">• le fonctionnement des pompes [...] chaque semaine au moins pendant 20 minutes ;• le système d'extinction 1 fois tous les 10 ans en grandeur nature sur une cellule ; dans le cas où cet essai est impossible et dûment justifié, l'exploitant apportera à l'inspection des installations classées tous les éléments d'appréciation permettant de démontrer le bon fonctionnement des émulseurs à haut foisonnement.
Constats : Pour rappel, l'inspection des installations classées a été destinataire le 16 novembre 2023 d'un rapport d'essai portant sur la mesure de concentration en émulseur fourni par les équipements du site et dont les conclusions font état de concentrations obtenues aux débits relevés non conformes à la norme NF EN 13565-1 de juin 2004, soit des concentrations lues de 1,4 % et 2,5 % en lieu et place des 6 % à 7 % attendues. L'inspection des installations classées a dès lors constaté que le système d'extinction automatique par haut foisonnement était incapable d'atteindre les performances décrites dans l'étude de dangers et donc susceptible de ne pas éteindre un départ d'incendie. Devant l'urgence à agir, l'inspection des installations classées a proposé le 20 novembre 2023 à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un arrêté préfectoral de mesures d'urgence dont la notification à l'exploitant a eu lieu le 21 novembre 2023. Le 27 novembre 2023, l'exploitant a procédé à l'entretien de son proportionneur en vue de son déplacement les jours suivants afin d'optimiser la mousse générée par l'équipement d'extinction automatique. Le 1er décembre 2023, l'inspection des installations classées, le SDIS76 et l'assureur de l'exploitant ont été conviés à un essai d'envahissement d'une cellule du bâtiment P0 (classé SEVESO seuil haut) à partir des équipements du site. La veille, l'exploitant a transmis à l'inspection le protocole d'essai prévoyant de : <ol style="list-style-type: none">1. Déclencher la détection incendie par le prestataire

2. (T1) Mesurer le temps entre le déclenchement de la DI et le démarrage du groupe diesel
3. (T2) Mesurer le temps entre le démarrage du diesel et le début de production de mousse au générateur
4. Mesurer le débit d'eau et les pressions d'aspirations et de refoulement
5. Relever la vitesse moteur (au tachymètre électronique et au compte tours de l'armoire)
6. Relever l'intensité du moteur
7. Laisser l'installation tourner pendant 15mn
8. Tester la concentration en mousse au niveau de la vanne de purge
9. Stopper l'essai
10. Mesurer la hauteur de mousse dans la cellule
11. Quantifier le volume de mousse
12. Mesurer le niveau d'émulseur après essai et évaluer la quantité consommée
13. Faire l'appoint d'émulseur
14. Mesurer le niveau d'eau après essai et évaluer la quantité consommée
15. Faire l'appoint d'eau

Afin de mener à bien cet exercice, l'exploitant a fait appel le jour même à l'équipe en charge du système d'extinction automatique, son prestataire de détection incendie ainsi qu'une équipe de pompage en vue de vider les rétentions à l'issue de l'essai.

Cinétique des événements rencontrés :

- 09h30 : début de l'exercice avec essai de gazage d'une première cellule de détection
- 09h55 : détection du gaz par une première cellule de détection incendie
- 09h55 : fermeture automatique des portes coupe-feu et déclenchement de l'alarme sonore
- 10h21 (t) : détection du gaz par une seconde cellule de détection.
- t + 20 secondes : démarrage du moteur
- t + 1minute et 4 secondes : début de l'envahissement de la cellule
- t + 9 minutes et 20 secondes : arrêt de l'exercice

Les longs laps de temps pour parvenir à gazer les cellules s'expliquent notamment du fait des difficultés rencontrées par le prestataire pour y parvenir (perche trop courte, aérosol vide). Néanmoins, le prestataire a été dans l'obligation de gazer plusieurs cellules avant de parvenir à un résultat.

Demande n°1 : l'exploitant veillera à justifier auprès de l'inspection du temps anormalement long nécessaire aux cellules de détection incendie pour s'activer. L'exploitant devra s'assurer de la parfaite condition de marche de ses cellules de détection incendie lors de la prochaine vérification semestrielle et notamment du bon calibrage des cellules testées durant l'exercice du 1er décembre 2023.

Rapidement après la détection par la première cellule, l'inspection des installations classées a constaté la fermeture de l'intégralité des portes coupe-feu du site ainsi que le déclenchement de l'alarme sonore.

Grâce à l'exercice, l'inspection a constaté le bon fonctionnement de l'asservissement du démarrage du groupe, de la fermeture des portes coupe-feu et du déclenchement de l'alarme sonore aux cellules de détection. **Néanmoins, l'exercice s'est avéré être un échec, puisqu'aucune mousse n'a été générée par l'équipement, seule de l'eau étant sortie des buses.**

Commentaire de l'inspection n° 1 : l'envahissement grandeur nature d'une cellule du bâtiment P0 par l'installation d'extinction automatique à haut foisonnement n'ayant pas fonctionné, l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence reste donc pleinement applicable.

Au debriefing de l'exercice, était évoqué par l'exploitant la possible modification de l'emplacement du proportionneur, modification des robinets d'incendie armés (RIA) de la cellule en postes d'incendie additivés (PIA), voire le remplacement du proportionneur unique par 3 proportionneurs dédiés à chaque cellule, ceci afin de répondre au plus vite à la situation dégradée.

Commentaire de l'inspection n° 2 : l'inspection n'est pas opposée à étudier avec le concours du SDIS76 de nouvelles propositions de la part de l'exploitant dans l'attente de la mise en conformité complète du système mais rappelle que les mesures proposées doivent avoir une cinétique adaptée visant à stopper rapidement un feu naissant ceci afin d'éviter le feu généralisé d'une cellule.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale